



## Décision individuelle N° 2022- 262

**Pétitionnaire :** FRANCE 3 Côte d'Azur

**Adresse :** 5 avenue Massers

**Nature de la demande :** prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

**Intitulé du projet :** Reportage sur la vie en refuge

**Localisation :** Vallée de la Roya, vallée de la Valmasque, Refuge de Valmasque

**La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 30 juin 2022 par Loïc Blache, journaliste,

**Considérant** que le projet de reportage a pour objectif de présenter et valoriser la vie en refuge d'altitude et du respect des règles de vie dans un tel établissement,

**Considérant** que pour ce qui concerne le cœur du Parc national, la demande de prises de vues et de sons entre dans le cas d'autorisation possible défini par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *III-1°réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » et « *III-2°Participation aux missions de l'établissement* »,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Loïc BLACHE :

- est autorisé à réaliser des prises de vues dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour dans la vallée de la Valmasque en Roya et au refuge de Valmasque.

- n'est pas autorisé à utiliser un drone.

Ces prises de vues ont vocation à réaliser un reportage télévisé qui sera diffusé sur France 3 Côte d'Azur.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.3. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision. En revanche, elles sont autorisées hors cœur du Parc national du Mercantour.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies / faire figurer dans les médias intégrant les images réalisées dans le cœur du parc, la mention suivante : « Les photographies / images réalisées dans le cœur du parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

2.5. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement la copie des images réalisées dans le cadre de la présente, sous format numérique haute définition, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente.

Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à utiliser ces images pour l'illustration des documents pédagogiques ou scientifiques non commerciaux qu'il édite, sous réserve de la mention obligatoire « © Nom, prénom du bénéficiaire ».

2.5. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les images prises dans le cœur du Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires.

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 5 et 6 juillet 2022.

Le bénéficiaire devra contacter avant leur arrivée sur site :

Le chef de service : BRUNET Cédric ([cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr](mailto:cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr)) ; 06 28 56 44 28

#### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### **Article 7 : Responsabilité**

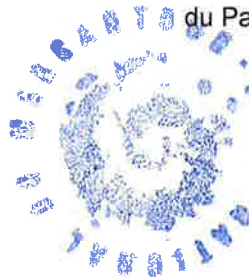
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

#### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 juillet 2022

La Directrice  
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copie :

- service territorial « Roya »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.